

DÉFENSE ET OPÉRATIONS EXTÉRIEURES

SOMMAIRE

- LES FORCES SPÉCIALES ? FAIRE AUTREMENT Page 3 à 5
- LE SOUTIEN DES FORCES EN OPÉRATIONS : NOUVEAUX DÉFIS... Page 6 à 12
- L'ÂÉROCOMBAT, FUTUR DE LA MANŒUVRE AÉROTERRESTRE Page 13 à 18

L'indifférence autour des questions de défense et la méconnaissance des questions militaires sont largement partagées par nos concitoyens et leurs élites. De ce constat navrant dont souffrent nos armées, est née l'ambition du cercle de réflexion « G2S » d'apporter sa contribution à l'information de la société civile sur la défense en général et l'armée de terre en particulier et de prendre part au débat continu sur les questions stratégiques et de défense.

Le G2S est un groupe constitué d'officiers généraux de l'armée de terre qui ont récemment quitté le service actif. Ils se proposent de mettre en commun leur expérience et leur expertise des problématiques de défense, incluant leurs aspects stratégiques et économiques, pour donner leur vision des perspectives d'évolution souhaitables de la défense.

*

Editorial

Seconde et dernière partie de notre dossier sur les opérations extérieures, le présent document se focalise sur des capacités qui, sans être nouvelles, apportent aujourd'hui des plus-values essentielles, tactiques autant que « stratégiques », dans la conduite de la manœuvre des forces aéroterrestres : réactivité et agilité grâce aux capacités d'aérocombat, surprise et haut rendement ponctuel pour les forces spéciales, enfin, entretien dans la durée avec le soutien logistique dans toutes ses dimensions. Bien entendu, le concours et la complémentarité des moyens interarmées en matière de transport, de renseignement, d'appuis feux, complètent le tableau avec la puissance et l'allonge que permettent l'arme aérienne et les moyens navals.

Après l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, le Liban, les opérations conduites au Mali, en Centre-Afrique et maintenant dans la bande sahélo-saharienne illustrent autant les savoir-faire de nos unités que nos lacunes capacitaires. Ces dernières mettent en évidence les conséquences néfastes des réformes passées et en cours. Notamment, quand elles touchent au soutien, qu'il s'agisse de la phase de préparation à l'engagement, en garnison ou, ensuite, de la projection des forces. Et plus encore, quand elles démentent le rendement supposé et le bien fondé des réorganisations structurelles entraînées par la réduction des effectifs.

Sur ce dernier point, l'obstination à conduire à son terme la déflation dans le contexte actuel d'insécurité et de menaces est plus que jamais incompréhensible pour les militaires et crée une ambiance délétère au sein du ministère où les armées recherchent toujours les points d'application de l'abattement de quelque vingt mille postes encore à réaliser dans le cadre de la loi de programmation militaire. Les arbitrages deviennent même un sujet conflictuel entre tous les organismes du ministère,

chacun tentant de déporter vers le voisin la charge de cette insupportable contrainte, arrêtée année après année, sans aucune anticipation. Cet empirisme, à la vue courte, démontre également que la réorganisation supplémentaire décidée par le Livre blanc de 2013 n'a pas fait l'objet des études de fond souhaitables et qu'elle relève davantage d'un dogme inspiré par Bercy que de strictes nécessités opérationnelles... En effet, le modèle économique retenu, tiré de l'expérience du monde civil de l'entreprise, ne s'applique absolument pas aux conditions et aux exigences de l'engagement militaire. Ainsi, les notions de flux tendus en matière logistique ou bien, concernant le soutien, de mutualisation, de *civilianisation*, voire même d'*interarmisation* (comprise au sens des bases de défense) sont-elles à l'opposé de l'efficacité opérationnelle quand elles ne l'entravent pas, tant sont différents les modes et les conditions d'emploi en opération des forces terrestres, navales et aériennes.

Alors, est-il bien raisonnable de poursuivre la décréue de 20.000 postes qui restent toujours à trouver, pour un gain budgétaire dérisoire en proportion des 5,5 millions de fonctionnaires que compte notre pays ? Songeons-y, ces 20.000 postes pèsent, en année pleine de rémunération... 0,0008 % de la dépense publique annuelle en France et un peu plus de 0,03 % du budget de la mission défense, hors pensions. Cette économie est-elle justifiable au regard de la désorganisation qu'elle génère au sein des armées et du changement de modèle d'armée de terre qu'elle pourrait induire ? Car, contrairement aux discours convenus, il ne s'agit nullement ici d'adaptation capacitaire, dès lors que les unités opérationnelles sont atteintes, et elles le sont : les dissolutions annoncées pour 2015 en apportent la preuve éclatante.

*Général d'armée (2S) Jean-Marie Faugère
ancien inspecteur général des armées*

LES FORCES SPÉCIALES ? FAIRE AUTREMENT

Chasse aux criminels de guerre dans les Balkans, extractions de ressortissants, libérations d'otages, missions discrètes de renseignement ou d'appui à des armées de pays amis dans la lutte contre le terrorisme, missions de reconnaissance afin de préparer et de faciliter l'engagement des forces classiques ou de les accueillir, opérations de neutralisation ou de destruction, missions qui doivent encore rester confidentielles constituent la liste non exhaustive des engagements des forces spéciales françaises (FS) depuis leur création en 1992. Force est de constater qu'elles ont répondu aux attentes des plus hautes autorités politique et militaire en ne cessant pas d'évoluer.

Elles ont tout naturellement attiré l'attention des médias, mais aussi de multiples «experts» dont la dernière tendance à la mode a été de les mettre au centre d'un débat absurde les opposant aux forces conventionnelles avec un renforcement significatif des unes au détriment des autres.

A ce stade, le débat est clos puisqu'il n'y a pas, il n'y aura pas de renforcement significatif. Que certains se rassurent, la quatrième armée n'est pas en voie de création. Tout au plus assiste-t-on pour les forces spéciales au renforcement des capacités de commandement et à la mise en œuvre de certaines synergies. Pire, à l'heure actuelle, les FS souffrent d'un sous-effectif chronique dû à un manque de moyens et de temps disponible pour la formation. En effet, comme une équipe de rugby, il ne suffit pas de jouer les matchs pour briller. Encore faut-il revenir constamment sur l'ouvrage pour s'instruire, s'entraîner et imaginer de nouvelles combinaisons, de nouveaux modes d'action.

Il faut plusieurs années pour se fondre dans cette culture comme l'absence d'organigramme préétabli en opérations et l'acceptation d'un style de commandement et de fonctionnement qui encourage la créativité et la flexibilité associées à la prise de risque, autant de notions rejetées d'emblée par le système militaire pyramidal classique. La base de la culture des FS est «darwinienne»: *«Les espèces qui survivent ne sont pas les espèces les plus fortes, ni les plus intelligentes, mais celles qui s'adaptent le mieux aux changements»*. C'est en effet bien méconnaître la nature des missions des FS dont la philosophie est de changer les paradigmes de la guerre que de réduire les FS à l'image de commandos d'élite frappant l'ennemi dans la profondeur ou dans les intervalles de la bataille en complément de l'action des forces conventionnelles. C'est certes une possibilité, mais ce fut rarement le cas sauf situation d'urgence comme récemment au Sahel.

C'est ensuite ignorer que les modes d'action et les équipements des FS ne les destinent en aucun cas à remplir des missions classiques dont elles ne veulent surtout pas : pas de blindés, pas d'artillerie, pas d'avions de combat, pas de navires, pas de capacités d'occupation prolongée du terrain dans l'espace et dans le temps.

C'est oublier l'ensemble de la mission renseignement d'origine humaine que remplissent des équipes des FS, parfois à fin d'une action qui se déroulera plusieurs semaines voire plusieurs mois plus tard, parfois par anticipation sur un possible futur théâtre de crise, parfois sans être dans la clandestinité, mais en toute discrétion sous forme d'un audit au profit des intérêts stratégiques de la France. Ces missions s'inscrivent dans ces objectifs «paramilitaires» définies par le chef d'état-major des armées qui figurent dans les attributions du Commandement des Opérations Spéciales (COS). Fort justement, elles restent ignorées.

En revanche, on voit à nouveau, contraintes budgétaires obligent, ressurgir l'idée qu'une augmentation significative des FS permettrait de réduire de façon encore plus significative les effectifs des forces dites classiques avec cette confusion entretenue par les «experts» sur la réalité des missions. Aujourd'hui, le COS peut compter sur une composante interarmées de près de 3 000 hommes soutenue par les trois armées. Cela peut paraître très limité par rapport aux 65 000 hommes des Etats Unis. Mais c'est d'abord oublier que les FS américaines sont une quatrième armée avec tout son environnement et que le noyau dur est en réalité de moins de 15 000 hommes. Le ratio de nos FS par rapport aux effectifs de notre armée est donc sensiblement identique à celui des américains. Leur qualité, reconnue par nos alliés et nos ennemis, réside d'abord dans la sélection des hommes qui les composent, dans la formation longue et coûteuse qu'ils reçoivent et dans le professionnalisme dont ils font preuve lorsqu'ils sont engagés, très loin des clichés à la Rambo.

C'est enfin et surtout évacuer tout ce qui a présidé à leur création il y a vingt ans : un outil à haute valeur ajoutée pour gérer les crises ou faire la guerre autrement, de façon autonome ou en complément des forces classiques, souvent en amont et parfois à côté de ces dernières. Le positionnement hiérarchique du général commandant les opérations spéciales (GCOS), directement subordonné au chef d'état-major des armées, indique clairement la portée stratégique de l'emploi des FS. Dans ce cadre, elles ont su, comme lors de leur engagement majeur resté confidentiel en Afghanistan en 2003 pendant près d'une année, remplir avec succès et une grande discrétion de multiples missions sur terre, sur mer et dans les airs. Les opérations qu'elles ont conduites en Libye, en Somalie, au Mali et en RCA en sont la preuve. Elles ont certes parfois, à leur corps défendant, mais dans une communication voulue par les autorités politiques pour marquer la détermination de la France, fait la une des médias.

Leur format réduit et interarmées a facilité leur adaptation permanente sur court préavis aux nouvelles menaces ou missions. En effet, les FS s'inscrivent résolument dans des stratégies de créneaux, à l'inverse des forces armées classiques qui, en raison des contraintes et des coûts de leurs matériels majeurs, se situent plutôt dans des stratégies de filières par définition plus encadrées et plus rigides. Modes d'action et modalités d'engagement différent profondément et ce serait une erreur grossière que d'imaginer pouvoir substituer les unes aux autres à seule fin de justifier les réductions budgétaires à venir, de réduire drastiquement les effectifs et de réorienter massivement les crédits vers les industries de haute technologie. Ce fut la doctrine du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld au début des années 2 000, malheureusement avec les piètres résultats que l'on sait obtenus en Irak où il a bien fallu se décider à contrôler le terrain.

Forces spéciales et forces conventionnelles sont complémentaires. A plusieurs reprises, des FS ont été mises pour emploi à la disposition d'un commandant de théâtre, le COS ne jouant alors que le rôle de «gardien du temple» pour éviter toute dérive ou tout gaspillage. Inversement, rien n'interdit d'identifier un deuxième cercle (la 11^{ème} BP par excellence, dont il faut préserver le format actuel, qui maîtrise la 3^{ème} dimension et qui est très polyvalente) pour soulager ou compléter l'engagement des FS sur des missions plus classiques où il serait dommage de les user ou de les consommer.

Il est toutefois permis d'accroître le potentiel des FS par des mesures de bon sens :

- le renforcement de la mobilité en y intégrant les hélicoptères de la CSAR¹ de l'armée de l'air (en cours ?),
- des facilités plus grandes d'achats d'équipements sur étagère,

¹ *Combat Search And Rescue.*

- des sureffectifs acceptés pour toutes les composantes afin de favoriser le recrutement, la sélection, la formation en amont des engagements opérationnels,
- une meilleure sélection et des profils de carrière valorisés pas uniquement pour les chefs,
- le rejet catégorique d'enfermer les FS dans une doctrine d'emploi, ce dont rêvent leurs armées d'origine et parfois certains à l'EMA, afin qu'elles puissent sans cesse revoir leur copie.

Complémentaires des forces conventionnelles, les forces spéciales ne peuvent se substituer à elles.

C'est bien l'ensemble des forces, qui concourt au succès en opérations.

*Général de corps d'armée (2S) Henri Poncet
ancien commandant des opérations spéciales*

LE SOUTIEN DES FORCES EN OPÉRATIONS : NOUVEAUX DÉFIS...

Difficultés dans le soutien des hélicoptères au Mali rapportées par des parlementaires, conditions de vie des troupes cantonnées à Bangui dénoncées par des familles de soldats, polémiques médiatiques sur l'usure rapide des chaussures des fantassins engagés dans l'Adrar des Ifoghas...., autant d'exemples récents qui démontrent la sensibilité avec laquelle doivent être appréhendées les conditions du soutien des forces en opérations extérieures.

*
* *

Ces conditions sont avant tout déterminées par les caractéristiques des opérations extérieures, qui ont été décrites dans le dossier n°10-1^{ère} partie (les 4 D : durée, dispersion, diversité, durcissement). Le risque est de préparer la guerre qui vient de s'achever, alors que chaque opération présente ses caractéristiques propres dans le domaine du soutien : logistique de stationnement en Afghanistan, logistique d'accompagnement au Mali...

En matière de soutien, les 4D se compliquent donc de la volatilité de la planification dans la conduite des opérations. Cette volatilité vient souvent casser l'enchaînement logique des phases d'une opération, auxquelles répondent normalement des principes et des organisations de soutien spécifiques : constitution de la force, projection initiale, renforcement, entretien, désengagement.

De même, l'incertitude sur le niveau de maîtrise de la violence pendant une opération se traduit par une forte variabilité de l'intensité des besoins dans chacun des domaines du soutien, et par la nécessité de soutenir une force composite, polyvalente et extrêmement modulaire en cours d'opération.

Enfin, la mise en œuvre du soutien est systématiquement compliquée par la forte pression politique mise sur la limitation du volume d'effectifs déployés sur une opération, la volonté d'en limiter d'emblée la durée et de débiter rapidement le processus de désengagement, souvent de pair avec un transfert compliqué de l'opération à une force multinationale dans laquelle la France reste partie prenante.

Soutenir une OPEX : la logistique opérationnelle

Soutenir les forces en OPEX, c'est leur fournir les ressources et les moyens permettant de vivre et de combattre en régénérant en permanence leur potentiel humain, matériel et capacitaire. Sans en négliger les volets administratif et financier, le soutien sur le théâtre comporte principalement le soutien des hommes (moral, alimentation, hébergement, habillement...), le soutien des matériels (entretien, réparation), l'entretien des capacités d'engagement (munitions, carburant, énergie embarquée, infrastructure opérationnelle...).

Ce soutien s'applique à un corps expéditionnaire projeté, souvent de façon inopinée et à longue distance, à partir du territoire métropolitain et/ou de territoires où sont stationnées des forces prépositionnées.

Dans ces conditions, l'efficacité du soutien va reposer sur trois impératifs :

- Impératif de disposer de moyens et de ressources de soutien suffisants.
- Impératif de mettre en place un flux d'approvisionnement stratégique réactif.
- Impératif de doter le commandant de l'opération de moyens et de ressources logistiques adaptés aux caractéristiques spécifiques (et évolutives) de son opération.

Depuis 2008, la réponse à ces trois impératifs est de la responsabilité du Centre interarmées de coordination de la logistique des opérations (CICLO, implanté en 2014 à Villacoublay). Cet organisme est subordonné à l'état-major des armées, Centre de préparation et de conduite des opérations (CPCO).

Le CICLO doit connaître la situation des ressources disponibles en métropole, en liaison avec les armées et services qui ont la responsabilité de les préparer et les entretenir. Il suit les besoins et la situation logistiques de chaque théâtre d'opération, et leur affecte les moyens et les ressources en conséquence, dans le cadre des directives fixées par le CPCO.

A l'été 2014, le CICLO s'est transformé en Centre du soutien des opérations et des acheminements (CSOA), par absorption du Centre multimodal des transports (CMT), responsable des acheminements stratégiques.

Après ces considérations introductives, voyons quels sont les défis qui se posent à la logistique opérationnelle des OPEX.

La réponse aux trois impératifs définis précédemment soulève une première série de défis.

La mise à disposition des moyens et des ressources doit surmonter la contradiction entre la très grande rationalisation du soutien des armées en métropole et l'affectation de moyens dédiés sur les théâtres d'opérations extérieures (TOE).

En matière de moyens (spécialistes, matériels logistiques, structures de commandement logistique) leur constitution est rendue compliquée par la réduction des formats et la rationalisation du soutien en garnison. Cette réorganisation des soutiens en métropole dans le cadre des bases de défense prend la forme de la mutualisation entre les formations, de l'approche interarmées du soutien en garnison et de la civilianisation d'une partie des fonctions de soutien. Ces évolutions ne vont pas sans rendre plus compliquées la préparation, la montée en puissance et l'exécution du soutien des OPEX.

Pour ce qui est des ressources (munitions, rechanges, alimentation...), il existe des stocks de précaution (de même que pour les catastrophes naturelles, les pandémies...) désormais calculés au plus juste, sans pouvoir se fonder sur des normes d'emploi comme durant la guerre froide : personne ne sait aujourd'hui déterminer quelle sera la consommation journalière de munitions d'un TOE, ses besoins en eau potable, etc...

Hormis ces stocks de précaution, le soutien en métropole, comme pour les forces prépositionnées, repose de plus en plus sur une logique de flux tendu, sans stock.

Cette politique ne constitue pas une impossibilité pour le soutien opérationnel, notamment du fait de la capacité de nombreux opérateurs privés à livrer des produits au plus près voire sur les théâtres d'opération ; mais, c'est une contrainte supplémentaire à anticiper, organiser et gérer.

Par conséquent, les politiques de soutien en métropole et la situation des ressources font que la constitution de la logistique d'une OPEX exige toujours un mécano compliqué, certes facilité par l'existence de modules en alerte, mais qui, vu de l'extérieur, donne facilement une impression de désorganisation (il y aura toujours des bataillons logistiques constitués à partir d'une cinquantaine de formations d'origine).

Cependant, dans la mesure où les OPEX restent dans des niveaux maîtrisés de nombre, volume, durée et intensité (contrats opérationnels du livre blanc), le couple CPCO/CSOA est en mesure de les soutenir.

L'impact de la contrainte se fait en réalité sentir sur le soutien en métropole, d'autant que la priorité donnée au soutien des forces projetées s'accompagne d'un effort au profit des unités en préparation pour la relève suivante. Le bon niveau de soutien des OPEX a donc désormais des contreparties négatives pour la disponibilité des matériels non projetés et le soutien des garnisons par des bases de défense qui perdent une partie de leurs moyens humains au profit des TOE.

Les acheminements stratégiques sont pour leur part bien maîtrisés.

Le système de préacheminement en métropole repose sur des moyens fiables, tant militaires que civils, ainsi que sur une convention avec la SNCF très réactive : lors du déclenchement de l'opération au Mali, les trains militaires ont été constitués en 48 heures pour le transport des matériels.

Pour l'acheminement vers les TOE, le CSOA dispose d'une palette fournie, principalement maritime et aérienne (même si les forces au Kosovo ont été également ravitaillées par la route et le rail).

Les moyens militaires, navals (notamment les bâtiments de projection et de commandement) et surtout aériens, assurent en grande partie la projection d'urgence. La possibilité de faire appel aux avions de transport du Commandement européen du transport aérien (EATC²), les arrangements bilatéraux (avec les Britanniques, les Canadiens, les Américains...) et le droit de tirage sur les contrats passés avec les transporteurs privés ont ainsi permis d'assurer le flux d'entrée au Mali, soit en trois semaines l'équivalent d'une année de flux logistiques du théâtre afghan.

En matière d'acheminement, le vrai défi est de nature budgétaire. Une fois passée la phase initiale où la rapidité et le volume sont prioritaires, les flux d'entretien sont soumis à des choix fondés avant tout sur la maîtrise de leur coût d'acheminement. Or, l'efficacité du soutien opérationnel sur le théâtre dépend de la régularité des moyens de transport stratégique et de leur fréquence suffisante. Ainsi, la mise en place d'un avion gros porteur hebdomadaire vers Kaboul aura été un facteur de réactivité et d'efficacité du soutien, bien adapté aux spécificités du TOE et de l'opération.

A contrario, le choix d'effectuer les flux d'entretien par bateau (exemple du Liban, de la Côte d'Ivoire) est un facteur de ralentissement des flux, notamment le retour vers la France des matériels, équipements et rechanges à réparer. L'économie réalisée sur les acheminements se paie alors par une augmentation des stocks, un soutien moins réactif et en bout de ligne par une plus grande contrainte sur le soutien en métropole.

² *European Air Transport Command.*

L'exécution du soutien sur le TOE, sous la responsabilité du commandant de théâtre, pose des problématiques plus complexes.

Tout d'abord, sans que cela ait jamais rendu critique le soutien d'une force projetée, la limitation des moyens rend inévitable des périodes de compétition pour les ressources entre les différentes composantes, terrestre et aérienne. Le fait que le commandant de l'opération aéroterrestre, sur le TOE, soit dissocié du commandement des opérations aériennes qui met en œuvre des moyens largement dispersés est une source de difficultés, que normalement le CPCO et le CSOA doivent savoir aplanir.

La principale difficulté pour l'organisation et le soutien sur le théâtre reste celle que rencontre la logistique pour suivre le tempo de l'opération, puis surmonter les conséquences de la volonté de réduire à tout prix son poids dans le dispositif projeté («l'empreinte logistique»).

Bien que le principe de la manœuvre unique, liant tactique et logistique, soit admis par tous, la logistique arrive rarement avec les premiers éléments, notamment dans les opérations déclenchées en urgence, et a fortiori lorsque l'urgence est traitée à l'aide de forces prépositionnées prélevées dans la proximité géographique du TOE. De ce fait, «la logistique a systématiquement un temps de retard» faute de pouvoir planifier le besoin en moyens, leur déploiement et leur échelonnement dans le déploiement des unités de contact chargées de la mission à effet militaro-politique. C'est en effet à ces dernières que la priorité est naturellement donnée, sans que soit assurée d'emblée la cohérence entre la constitution de la force et les moyens de son soutien. Pour peu que la manœuvre s'emballe, comme ce fut le cas au Mali, la force doit alors se contenter d'un soutien minima, reposant sur l'appel massif à la troisième dimension, le temps que le système de soutien s'établisse et se rationalise.

Il est reconnu que le risque logistique sur le théâtre malien a été très élevé -et assumé- pendant les premières semaines de l'opération SERVAL. En revanche, la manœuvre de désengagement de la force d'Afghanistan aura été un modèle de planification logistique globale, exécutée dans des délais peu imaginables et à un coût maîtrisé grâce à l'optimisation des moyens aériens³.

Le soutien est ensuite rapidement ciblé par la limitation ou la réduction des effectifs qui caractérisent désormais la conduite politique des OPEX. La volonté de maintenir un volume suffisant de forces pour remplir la mission tactique y pousse naturellement, surtout dans les fonctions qui peuvent, à un moment donné, paraître moins essentielles. Chaque TOE, par période, doit faire l'objet de la recherche du meilleur compromis entre des unités tactiques qui s'usent et un système de soutien qui en régénère le potentiel.

En Afghanistan, la situation tactique et la zone d'action ont conduit à pousser le soutien vers l'avant (dans les *FOB*⁴), en acceptant une certaine dé-optimisation des moyens.

Au Mali, en dépit du maintien de fortes élongations et d'une situation opérationnelle volatile imposant une double dotation en matériels, la réduction des moyens de soutien s'est faite à un rythme rapide, sans doute rendu possible par l'assurance fournie par la proximité de la base opérationnelle avancée de Côte d'Ivoire. Mais sur le terrain, il est patent que la conduite est compliquée et l'exécution rude, avec une forte consommation des moyens aériens.

³ Même si dans le système budgétaire, il n'est pas possible d'opposer les surcoûts des locations de moyens aériens et maritimes aux non-dépenses liées au raccourcissement de la durée d'immobilisation des hommes et des matériels sur le TOE.

⁴ *Forward operating bases*.

Une autre crainte commence à poindre pour la mise en cohérence du soutien. La réorganisation des soutiens en métropole met en place progressivement des logiques de soutien « bout en bout » par chaîne spécialisée. Si l'on n'y prend pas garde, la coordination des soutiens sur les TOE, notamment pour l'environnement de la force, nécessitera les mêmes trésors d'imagination et de discussion qu'au sein des bases de défense.

Dans ces conditions, l'adjoint soutien interarmées (ASIA) du TOE prend une importance capitale pour assurer le rôle d'intégrateur opérationnel des composantes du soutien, et assurer au commandant de l'opération l'anticipation logistique garante de la liberté d'action sans laquelle il ne peut ni planifier, ni conduire ses opérations.

*
* *

Pour finir ce tour d'horizon sur le soutien des OPEX, quelques coups de projecteurs permettent de souligner en les survolant certaines problématiques particulières.

Soutien médical :

L'excellence du soutien médical est un des points forts du système français de soutien des opérations. Le théâtre afghan a permis de développer un continuum de compétences, depuis le secourisme de combat mis en œuvre par tous les combattants jusqu'aux savoir-faire reconnus de longue date des hôpitaux militaires parisiens.

La prévention et la prise en compte des syndromes post-traumatiques («les blessures invisibles») est le fait nouveau de la décennie écoulée. Ces syndromes constituent désormais une part importante du décompte des blessés (la moitié des 100 blessés dénombrés pendant les six premiers mois de l'opération en Centre-Afrique). Le dispositif de traitement combine l'action précoce du commandement et du service de santé sur les TOE, la mise en place du «sas de décompression de Chypre», puis le traitement différé de longue durée en métropole.

Il est à espérer que les contraintes budgétaires ne viennent pas régulièrement mettre en péril ces capacités sanitaires, qui ont démontré leur efficacité au Mali, lors des pertes massives subies par les troupes tchadiennes au fin fond de l'Adrar des Ifoghas. Le devenir du service de santé et de ses hôpitaux est un point de vigilance.

Sensibilité du soutien de l'homme :

Dans ce domaine, les progrès sont continus depuis les opérations dans les Balkans. Que ce soit en matière d'habillement et d'équipement individuel, des conditions d'hébergement et d'alimentation, des possibilités de correspondance avec les familles, nos soldats disposent aujourd'hui des meilleurs standards des armées occidentales. C'est une situation à pérenniser, qui ne doit pas être opposée à la nécessaire rusticité qui fait la «*French touch*» et dont les opérations au Mali et en Centre-Afrique viennent à nouveau de faire la démonstration.

Mais nos soldats sont également – tous grades confondus – de jeunes français de leur époque. Ils comprennent mal que, revenus d'opérations au contact longues et difficiles, ils ne puissent trouver dans les bases arrière du TOE de bonnes conditions de récupération. C'est de toute façon un impératif opérationnel, compte tenu de la faiblesse systématique des effectifs, faiblesse qui impose d'en régénérer au mieux le potentiel entre deux engagements.

Soutien des matériels :

Avec le soutien des combattants, c'est le sujet qui provoque le plus de commentaires, souvent négatifs. Il est d'emblée rendu difficile par le caractère très composite de la force, surtout lorsque l'entrée en premier, puis les renforcements successifs accumulent sur le TOE un nombre de plus en plus conséquent de matériels de provenances diverses (forces prépositionnées, unités transférées d'autres TOE, composantes de l'échelon d'urgence -ex-Guépard- projetées depuis la métropole). Très rapidement, le volume et la diversité des matériels se combinent en une situation logistique et technique difficile à maîtriser.

Le soutien des matériels très anciens qui constituent encore l'essentiel de l'équipement des unités de contact, est un défi permanent.

Il se complique de la fragilité du soutien des matériels nouveaux. Ces derniers, encore en petit nombre dans les armées, sont souvent projetés alors que les conditions de leur soutien en métropole ne sont pas stabilisées, et que leur emploi sur les TOE atteint rapidement des limites techniques extrêmes.

La disponibilité des matériels terrestres est cependant maintenue de façon régulière au-dessus de 85%, ce qui correspond à un taux d'indisponibles cohérent avec les normes d'entretien. Celle des avions est plus fragile, en raison de la dispersion des détachements, qui met sous tension les moyens de maintenance, et de la faiblesse des approvisionnements en rechanges, souvent du fait de choix budgétaires antérieurs.

Moyens de la logistique :

Une partie des difficultés rencontrées dans le soutien des opérations provient de la faible priorité donnée à la réalisation des moyens de la logistique dans la programmation militaire : les outillages et les commandes de rechanges font régulièrement l'objet d'arbitrages défavorables, les matériels logistiques glissent facilement sur les échéanciers pluriannuels (exemple des camions logistiques, des chariots élévateurs tous-terrains, des matériels de vie en campagne...).

Les matériels techniques manquent parfois sur les TOE, en particulier au lancement de l'opération. Les mécaniciens, munitionnaires, cuisiniers,... doivent alors remplir leur mission dans des conditions très rustiques, comme cela a été le cas pendant les premières semaines de l'opération au Mali et en Centre-Afrique. C'est le revers de la médaille de la priorité accordée, sans aucun doute à juste titre, à la réalisation de la mission tactique.

*

* *

Au terme de ce panorama sans doute incomplet du soutien des opérations extérieures, il paraît important de souligner à nouveau son caractère critique et essentiel.

Bien évidemment, le soutien est une des composantes du succès opérationnel, surtout lorsque l'opération s'avère très dure ou s'installe dans le temps.

Mais au-delà, la qualité du soutien est désormais un volet non négligeable du moral des combattants et de leurs familles, que le commandement se doit de considérer comme une des conditions de l'adhésion de l'opinion publique à l'opération.

Ce d'autant que les composantes du soutien sont les plus visibles pour l'environnement de la force : alliés, parlementaires en visite, journalistes en reportage, acteurs civils de «l'approche globale», etc... Elles portent une part importante de son image, avec le risque de voir les inévitables dysfonctionnements ou difficultés d'exécution mis en exergue et amplifiées sans prise de recul.

Le commandement doit en être conscient dès la planification de l'opération, et tout au long de son déroulement. Son rôle est également de provoquer cette prise de conscience chez les décideurs politiques, ces «*political masters*» qui sont les vrais responsables des conditions dans lesquelles se préparent et s'exécutent nos opérations.

*Général de corps d'armée (2S) Jean-Tristan Verna
ancien directeur central de la structure intégrée
du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres*

L'ÂÉROCOMBAT, FUTUR DE LA MANŒUVRE ÂÉROTERRESTRE

Depuis toujours, la manœuvre terrestre a cherché à échapper aux contraintes de la double dimension. Le ballon et l'avion permirent un temps l'expansion vers un combat terrestre en trois dimensions. Mais la fragilité de l'un et l'accroissement des performances de l'autre les ont rendu impropres à s'insérer dans la manœuvre terrestre. C'est alors que l'imagination et la persévérance de quelques tacticiens précurseurs⁵ permirent de tirer le meilleur de l'hélicoptère au service de la manœuvre terrestre, lui donnant l'ouverture vers l'aéromobilité, arrivée aujourd'hui à son terme logique : « l'aérocombat⁶ », défini comme : « *L'intégration des tactiques, des missions et des modes d'action aéromobiles à la manœuvre terrestre en combinaison avec les autres composantes de la fonction contact* ».

L'aérocombat, capacité à intégrer la troisième dimension « hélicoptère » par le mouvement et le feu dans la manœuvre terrestre en adaptant ses modes d'action aux exigences du milieu, des capacités terrestres amies et des menaces ennemies est la caractéristique⁷ de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) française. La formule du général Kinnard⁸ « *Avec l'aéromobilité, le soldat était libéré pour toujours de la tyrannie du terrain* », illustre le mieux la raison pour laquelle l'hélicoptère est un outil indispensable aux forces terrestres. Tout comme il l'est d'ailleurs à la manœuvre navale dont il prolonge les effets des systèmes de combat, à la manœuvre aérienne dont il assure le continuum sur les segments basse vitesse et basse altitude ou aux forces spéciales à qui il est indispensable pour les actions rapides et précises. Nonobstant ces évidences opérationnelles, quelques analyses superficielles approchent le phénomène hélicoptère par sa dimension « aérienne ». Cela a certes un sens dans les champs purement techniques (règles de navigabilité, exigences de performances techniques des aéronefs et des équipements), mais aucun dans le champ tactique, qui devrait être le seul à compter pour la construction d'un outil militaire performant. L'on perçoit bien cette difficulté en Europe. Malgré un parc de plusieurs centaines d'hélicoptères, OTAN comme UE arrivent difficilement à les projeter en opérations et, une fois sur le théâtre à les engager au combat. Pourtant, tant l'OTAN que l'Agence européenne de défense développent des programmes de formation des équipages d'hélicoptères mais, en l'absence d'une doctrine tactique d'aérocombat, et de structures ad hoc dédiées⁹, ces efforts se limitent à l'apprentissage de savoir-faire techniques, utiles mais insuffisants à créer une force combattante.

L'ALAT n'échappe parfois pas à cette querelle entre technocrates et tacticiens, et les résultats des engagements de l'armée de terre depuis trente ans sont occultés dès lors qu'il s'agit de « *faire mieux avec moins* ». Et pourtant, depuis trente ans, l'armée de terre a engagé ses hélicoptères comme des composants incontournables de la force opérationnelle terrestre. La guerre du Golfe a marqué à cet égard un tournant majeur dans la montée en puissance de l'aérocombat. Alors que l'on affectait de ne voir dans la 4^{ème} Division aéromobile (DAM) qu'une unité hors sol, seulement

⁵ Pour une vision complète, notamment du rôle des généraux Beaufre, Le Masson, Razy, des commandants Crespin, de Puy-Montbrun et autres, voir : général André Martini, « *L'histoire de l'aviation légère de l'Armée de Terre, 1794 – 2014* », éditions Lavauzelle, Paris, décembre 2013.

⁶ Pour une vision d'ensemble de l'aérocombat, voir aussi : général Jean-Claude Allard « *De l'aéromobilité à l'aérocombat des forces terrestres : vers une rupture tactique majeure* » dans la Revue Défense Nationale, novembre 2006.

⁷ Ces caractéristiques se retrouvent seulement dans *l'Army Aviation* et dans le Corps des Marines américains.

⁸ Général Kinnard, commandant la 11^o Division d'assaut par air, unité d'expérimentation de laquelle est née la 1st Cav, cité par J.D.Coleman dans « *Pleiku, the dawn of helicopter warfare in Vietnam* », p. 29.

⁹ Certaines armées européennes ont regroupé leurs hélicoptères dans les armées de l'air, d'autres limitent le tonnage des hélicoptères que l'armée de terre peut utiliser. Chacun de ces deux modèles obère toute possibilité de développer une doctrine d'aérocombat.

capable de monter des embuscades d'ampleur contre le Groupement de Manœuvre Opératif (GMO) soviétique, ses régiments déployés au Koweït et en Irak se sont engagés dans une vaste opération de reconnaissance offensive, ouvrant ainsi et en étroite combinaison avec elle, l'engagement aéroterrestre de la Division Daguet. A côté de cette DAM, qui agissait au sein de la Force d'Action Rapide (FAR), et souvent en avant de celle-ci, en combinant les effets du 1^{er} Régiment d'infanterie et des régiments d'hélicoptères de combat, l'ALAT de corps d'armée avec les groupements d'intervention et de sûreté du corps d'armée (GISCA) et les groupements de reconnaissance et d'intervention de corps d'armée (GRICA) menait un combat au rythme des unités au sol. L'aérocombat est le fruit de ces deux modes d'action, privilégiant l'un l'effet de masse de manœuvre, l'autre le maintien, voire temporairement l'accélération, du tempo opérationnel aéroterrestre. Dans les deux cas, ils visaient à faciliter la rupture puis ensuite l'exploitation en combinaison avec les forces terrestres.

Outre la contribution à la défense de l'Europe, l'aérocombat s'est affirmé en situation de crise dans les missions d'appui feu, d'aéromobilité, d'assaut hélicopté et de soutien logistique au sein de la manœuvre terrestre et de recherche et sauvetage au combat (RESCO) au profit de l'aviation d'appui (Tchad : 1978-... ; Mauritanie : opération Lamantin ; Cambodge : 1990-1993 ; Balkans¹⁰ : 1991-2012 ; Kosovo : entrée en premier en 1999), mais aussi en combat urbain (Mogadiscio-1993 ; Abidjan-2011). Les premiers groupements tactiques interarmes à dominante ALAT (GTIA-A) ont été engagés en Côte d'Ivoire pour des missions de contrôle de zone dynamique, puis leurs missions ont été étendues à la recherche d'effets tactiques diversifiés : contrôle de zone, destruction, conquête de points clés, etc. (Serval, Mali : 2013-...). Enfin, citons l'aéroamphibie, spécificité de l'ALAT parmi les ALAT occidentales (Bosnie : 1995 - assaut sous le feu sur le Mont Igman ; Liban par trois fois ; Timor : 2000 ; Libéria : 2004). L'Afghanistan puis le Mali, ont consolidé la doctrine aérocombat et montré sa capacité infinie d'adaptation à toute forme de guerre. En Libye, (Harmattan) le succès a reposé sur les modes d'action utilisés par le groupement aéromobile, directement dérivées de l'art de la guerre terrestre : comprendre l'ennemi pour le débusquer, le manœuvrer et le frapper.

Le risque aurait été de changer de doctrine après chacune de ces expériences, au contraire, l'armée de terre en a tiré deux leçons essentielles. Un enseignement stratégique : les formes de la guerre ne sont pas prédictibles, tant en raison des actions ennemies que des limites politiques qui sont fixés aux engagements ; un enseignement tactique : la nécessité d'une capacité constante d'adaptation des forces. Pour cela, structures, formations et modes d'action des forces doivent répondre à des invariants tactiques qui leur permettront de faire face aux défis multiformes des engagements opérationnels. Les succès de l'aérocombat reposent sur un triptyque indissociable : *l'intelligence tactique servie par un système tactique optimal et une progression technologique maîtrisée*. Ce triptyque a permis l'expansion de l'aérocombat et son adaptation permanente aux multiples et polymorphes schémas tactiques et géopolitiques d'engagement.

Le fondement de la doctrine de l'aérocombat est la capacité conférée aux équipages d'interagir avec l'ennemi pour construire, à partir de savoir-faire génériques élémentaires (tous types de vols de combat, service des armes et équipements, étude et raisonnement du terrain et de l'ennemi), les tactiques les mieux à même de remplir toutes les missions. Il s'agit de « *l'intelligence tactique* » qui ne se soumet pas à un ou plusieurs schémas prédéfinis loin des réalités du terrain mais au contraire tire de l'observation directe du couple terrain/ennemi et d'une manœuvre utilisant l'un pour combattre l'autre, toute son efficacité.

¹⁰ L'ALAT y réalisa la seule opération de RESCO jamais réalisée par la France depuis la fin de la guerre d'Indochine.

L'intelligence tactique a deux exigences absolues : la liberté d'action dans le cadre des contraintes tactiques définies au cas par cas par l'idée de manœuvre de l'échelon supérieur et la délégation d'ouverture du feu, que le jargon de l'OTAN appelle la « *cokpit delegation* » et qui fut si difficile à faire admettre à cette organisation lors du montage de l'opération Harmattan. Mais, c'est cette liberté d'action, libérant l'intelligence tactique de la force hélicoptère française, qui a permis les extraordinaires bilans de l'opération Harmattan¹¹. Et c'est son absence qui a contribué aux bilans moins flatteurs des autres hélicoptères de l'OTAN, malgré le courage et la compétence des hommes qui les servaient. Tout est donc dans la doctrine tactique, encore faut-il qu'elle soit servie par un système tactique qui lui permette de s'exprimer.

Il est capital de comprendre la notion de « *système tactique*¹² », qui est la façon dont est construit un outil militaire pour atteindre les buts que lui assigne sa doctrine d'emploi.

Le régiment d'hélicoptère de combat mettant en œuvre les fonctions facilitatrices (contrôle aérien, soutien logistique, avitaillement carburant et munitions, traitement du renseignement tactique, météorologie, etc.) articulé en bataillons de combat spécialisés disposant de leurs soutiens techniques de proximité et capables de s'engager en groupement aéromobile mixte [hélicoptères de reconnaissance et attaque (HRA) et hélicoptères de manœuvre et assaut (HMA)] est le creuset de ce système tactique. Il dispose de toutes les capacités pour s'engager de façon rapide, cohérente et peu coûteuse sur tout théâtre d'opération dans de multiples configurations tactiques et à de multiples niveaux (patrouilles, sous-groupement, groupement, et même, si de nouvelles circonstances le justifiaient, brigade d'aérocombat¹³). Ces solutions tactiques sont définies, en totale synergie avec le commandement interarmes et interarmées, par la Division aéromobile (DIVAERO) du Commandement des Forces Terrestres (CFT) qui intègre les exigences techniques de la troisième dimension et les exigences tactiques pour proposer l'outil le mieux adapté à la mission et à son contexte. Ce régiment, « *système tactique* », combine donc bien les différents « *systèmes d'armes* » indispensables pour couvrir tous les champs tactiques (renseignement, feu, choc, mouvement) et le soutien en temps réel au plus près, seul à même de garantir une disponibilité technique optimale. Il y a également une notion d'interchangeabilité entre les régiments, qui permet d'inscrire l'action dans la durée, par le biais des relèves et des renforcements. Cette interchangeabilité permet également d'agréger les moyens dans des systèmes plus puissants. Dans ce cas, le garant de l'optimisation des capacités de l'aérocombat est l'état-major ALAT tactique, de niveau supérieur au régiment. A cet effet, la DIVAERO arme un Poste de Commandement aérocombat (PCAERO Principal) qui coiffe ce système tactique¹⁴.

Ce système tactique est consubstantiel à l'armée de terre dont il assimile, diffuse et applique, voire anticipe, par ses incessantes innovations tactiques et technico-tactique, la culture opérationnelle.

¹¹ Un GAM de 16 hélicoptères, armé à 95 % a détruit en 304 sorties 600 objectifs dont 19 blindés en tirant 411 HOT, 11 000 obus et 1 400 RQT. Sans infliger aucun dégât collatéral, le GAM a réalisé 50 % du bilan de l'opération Harmattan.

¹² Sur la question des « systèmes tactiques », voir : Jean-Claude Allard, « Le rôle des hélicoptères dans le combat de l'armée de terre : l'aérocombat et la manœuvre inrerarmées tridimensionnelle terrestre », dans Les Ateliers du CESA, Penser les Ailes françaises n°15, octobre 2007, p. 70-78.

¹³ Deux régiments d'hélicoptères de combat formant brigade ont été engagés dans la guerre du Golfe (1991).

¹⁴ La structure formelle de brigade aéromobile a été dissoute mais sa mission, capitale au sein des forces aéroterrestres, a été maintenue sous cette forme, poussant, par la dualité d'emploi des personnels qui composent la DIVAERO, le principe d'économie à ses extrêmes limites.

Il est alimenté par un « *système d'hommes* » qui vise à intégrer, *ab initio*, les aérocombattants dans une vision tactique aéroterrestre. L'école de formation initiale inclut, dès la première heure de vol, le pilote dans un contexte de « *vol de combat* » et délivre *in fine* un brevet couvrant toutes les compétences requises pour s'insérer dans une manœuvre interarmes (connaissance des principes de base de la manœuvre terrestre et capacité à « *raisonner* ¹⁵ » la manœuvre ennemie à tous les échelons opératifs et tactiques) et bien sûr interarmées (règles de la circulation et de la coordination aériennes).

Cette spécificité propre à l'armée de terre française explique elle aussi tous les succès de l'aérocombat et montre, par comparaison, la faiblesse des solutions segmentant les unités aéromobiles par type d'appareils, et isolant le soutien aéronautique des unités de combat. Bien content quand ces capacités ne sont pas réparties dans deux armées différentes entraînant une incapacité à combiner les champs tactiques, une moindre réactivité du soutien et, lorsque l'hélicoptère est considéré avant tout comme un aéronef, une absence de synergie entre les troupes à terre et les hélicoptères.

Le troisième volet de ce triptyque est celui de la « *progression technologique maîtrisée* ». Il s'agit ici d'une volonté d'utiliser la technologie pour répondre aux questions que pose la tactique, en développant entre les deux un dialogue interactif dans lequel les aérocombattants sur le terrain ont un rôle actif. Les systèmes d'armes, comme les cycles de formation se sont ainsi en permanence adaptés aux exigences des théâtres d'opérations, tout en se pliant aux règles du milieu aéronautique (navigabilité, etc) mais avec une liberté dérogatoire que le commandement a utilisé sans excès. Soulignons quelques traits majeurs de cette progression technologique maîtrisée.

D'une part, elle a permis de répondre au besoin capital de permanence au combat. Les solutions tactiques des plots avancés et des relèves sur zone ont pallié la faible endurance en vol de l'hélicoptère de jour, jusqu'à l'arrivée des hélicoptères de nouvelle génération dont l'endurance a doublé. Mais pour une utilisation économe de ces moyens, le plot avancé reste une solution tactique centrale, il faut donc des spécialistes pour l'armer¹⁶. La permanence de nuit, elle, a progressivement été obtenue avec le développement du vol sous jumelles de vision (JVN) nocturne, puis la reconnaissance, l'identification et le tir de nuit ont été rendus possibles par la thermographie. Ainsi, bien en avance sur les autres armes et armées, l'aérocombat manœuvre et engage le combat par nuit noire depuis plus d'une dizaine d'années. Mais l'aérocombat ne peut se dissocier de la manœuvre terrestre et de l'interconnexion des systèmes de combat dont l'ALAT a très tôt exploré les possibilités avec le SITALAT installé sur ses Gazelles. Par ailleurs, l'équilibre recherché entre les appareils d'anciennes générations (Gazelle/Puma/Cougar) et ceux de nouvelles générations (Tigre/Caïman/Caracal) permet d'adapter les moyens aux conditions du théâtre et de maîtriser les coûts. Enfin, une politique de simulation très volontariste, et sans égale dans le monde aéronautique jusqu'à un passé très récent, permet la formation et l'entraînement des équipages au meilleur coût.

¹⁵ L'ALAT, sur son initiative, a été la première arme à être dotée d'une simulation tactique centrée sur le combat avec le simulateur EDITH (Entraîneur Didactique Interactif Tactique Hélicoptère) qui, dès sa conception au début des années 1990, était destiné à entraîner ensemble unités terrestres et unités d'hélicoptères.

¹⁶ Ces spécialistes sont des aérocombattants multifonctions que l'on trouve au sein du creuset de l'aérocombat qu'est le régiment.

Ces trois principes, *l'intelligence tactique, le système tactique optimal et la progression technologique maîtrisée* mis en œuvre depuis plus de 60 ans¹⁷ par des aérocombattants courageux et volontaires ont assuré de nombreux succès à l'armée de terre. Ils doivent devenir immuables parce que chacun porte en lui une capacité d'évolution et d'adaptation. Pour cela, *l'intelligence tactique* qui doit savoir évoluer en permanence en tenant compte des paramètres du combat (tactiques et technologie de l'ennemi, caractéristiques du terrain, capacité de manœuvre et besoins des amis), ne doit donc pas être bridée par des structures inadaptées et des processus technocratiques. Le *système d'armes* doit conserver sa double vertu de cohérence et de modularité qui en fait un outil complet, autonome, pluri-compétent mais simple à manipuler et sachant s'intégrer dans un ensemble interarmes et interarmées sans rupture d'efficacité.

La *progression technologique maîtrisée* doit être préservée des approches bureaucratiques afin de conserver le dialogue créatif entre tactique et technologie.

Quels sont les besoins tactiques ?

- Un hélicoptère de nouvelle génération léger armé, capable de succéder à la Gazelle avec des capacités accrues tout en restant dans des coûts raisonnables pour servir à la préparation opérationnelle des équipages et compléter en opération, sous certaines conditions, l'indispensable Tigre ;
- Développer pour l'ensemble de la flotte une capacité de vol tous temps autonome, utilisable sur les théâtres d'opérations ;
- Développer une capacité de couplage drone-hélicoptère afin que les formations en vol puissent démultiplier les solutions tactiques dans les espaces dans lesquels elles doivent s'engager. Cette capacité est indispensable autant pour les HMA que les HRA ;
- Cette capacité permettra en outre de mettre en œuvre des tactiques appropriées pour contrer les menaces sol-air grandissantes que les ensembles d'autodéfenses technologiques ne pourront seuls vaincre ;
- Poursuivre l'intégration de l'aérocombat dans la numérisation du champ de bataille (SCORPION) ;
- En corollaire et dès à présent, développer les procédures pour permettre aux équipages, qui ont souvent une bien meilleure vision de l'ensemble du champ de bataille, de contribuer au guidage des feux d'appuis¹⁸ (artillerie, mais aussi avions) ;
- Coopérer avec la Marine sur le programme de drone hélicoptère tant dans une vision d'aéro-amphibie que d'utilisation de cet engin dans le combat aéroterrestre.

¹⁷ Le décret de création de l'Aviation légère de l'armée de terre date de 1954, mais l'héritage remonte à la première guerre mondiale et à l'ALOA de la seconde guerre mondiale.

¹⁸ Une tendance, dérivée d'une très mauvaise connaissance des capacités des hélicoptères, voudrait les soumettre au contrôle de contrôleurs aériens avancés alors que les équipages ont bien souvent, sinon toujours, de par leur mobilité et les systèmes optiques des hélicoptères, une bien meilleure perception du champ de bataille et une plus grande capacité de discrimination des cibles que le contrôleur aérien avancé, cloué au sol sous le feu ennemi.

À l'horizon de la loi de programmation, l'armée de terre aura 140 HRA et 115 HMA avec un parc réparti sur deux générations. Mais il y aura surtout en appui un formidable outil de préparation opérationnelle centré sur la simulation et la substitution¹⁹ qui permet de réaliser d'énormes économies et de former les aérocombattants aux meilleurs coûts, un corpus doctrinal étoffé, et le triptyque présenté précédemment. Un outil complet, capable et soucieux de s'auto perfectionner en permanence. Mais les dangers sont toujours présents à travers :

- Une politique d'économie tendant à réduire les effectifs mais aussi à dévaloriser le patrimoine humain²⁰. L'aérocombat nécessite outre des matériels, des hommes entraînés en nombre suffisant, et ce d'autant plus que le seuil de fatigue des matériels tend à être au-delà de celui de l'homme. Si l'on veut, par bon principe d'économie « *faire suer le métal* » mais aussi entretenir des capacités propres à satisfaire les ambitions politiques, il faut les servants en nombre suffisant²¹.
- Une politique d'économie sur le maintien en condition guidée par l'optimisation des ratios de disponibilité globale du parc, alors qu'il faut d'abord avoir un volume de parc suffisant pour faire face aux engagements et, en corollaire, admettre le taux de disponibilité nécessaire des moyens à un endroit et à un moment donnés plutôt que de chercher à élever de façon homothétique le taux moyen ;
- Certainement plus grave, sinon mortel, des tentations toujours présentes, fondées sur des analyses superficielles et non pertinentes, c'est-à-dire mettant en avant le critère technique et administratif plutôt que tactique, de démanteler le « *système tactique* », clé de l'aérocombat.

L'opération Barkhane au Mali prévoit le déploiement de 3000 soldats et 20 hélicoptères, ce qui, une fois soustrait les effectifs de soutien, montre des ratios combattants/hélicoptères intéressants, mais encore dérisoires au regard de la mission et de l'ampleur du territoire sur laquelle elle se déroulera. Sans parler de la comparaison entre le volume global de la force et la superficie du territoire sur lequel agir. Arrivé à ce stade de la réflexion, force est de conclure que le problème dépasse le champ étroit de l'aérocombat, et même celui de l'armée de terre, pour se poser dans un cadre plus large : celui de l'existence d'une volonté politique de conserver un outil pour assurer la mission régaliennne de défense de la France. Rien ne permet d'apporter une réponse positive à cette question.

*Général de division (2S) Jean-Claude Allard
ancien commandant de l'ALAT*

¹⁹ Réalisation des heures d'entraînement sur des appareils légers pour économiser les appareils d'armes.

²⁰ Sur la question de la politique des ressources humaines, voir entre autres : Jean-Claude Allard, « *Plan social dans les armées : pesant pour le moral des troupes, risqué pour la défense* » dans <http://www.leplus.nouvelobs.com>

²¹ Deux sujets majeurs : le maintien des compétences et le recrutement des équipages. Avec deux préoccupations : la diminution des heures de vol affecté à chaque pilote, en dépit des efforts de recherche d'efficacité énormes réalisés (part importante de la simulation, développement des entraînements sur les appareils de préparation opérationnelle moins coûteux) ; la suppression de plus de 5000 postes d'officiers par la LPM 2014-2019 qui aura des répercussions sur le nombre de pilotes (tous officiers) et d'officiers d'état-major pour préparer et conduire les opérations. Cette dernière décision sera néfaste à notre défense qui, intégrant toujours plus de complexité technologique et tactique, a besoin d'experts de haut niveau.